

L'OBSERVATEUR,

JOURNAL CRITIQUE.

J'observe tout; j'appuie le bon; je combats le mauvais, et je dis, en riant, à chacun la vérité.

VOL. II.

QUÉBEC, MERCREDI 10 AOUT, 1859.

No. 17.

CONDITIONS DE CE JOURNAL :

L'OBSERVATEUR

PARAIT

UNE FOIS PAR SEMAINE.

On s'abonne chez L. M. DARVEAU, au No. 26, rue D'Aiguillon, faubourg Saint-Jean, Québec.

L'abonnement est de cinq chelins par année, payables INVARIABLEMENT d'avance.

Nous prévenons nos abonnés et le public, que monsieur JOSEPH LAROCHE est autorisé à recevoir les sommes dues à cet établissement et d'en donner quittance.

METROPOLE ET COLONIE.

I.

Quand on étudie l'histoire du pays, on découvre immédiatement la cause de la crise actuelle. On est même surpris de la trouver aussi palpable, aussi vivante. Il en est qui s'imaginent et qui soutiennent que la position précaire du peuple Canadien est due à la guerre de Crimée, à celle des Indes, et même à la celle d'Italie! Enfin, selon ces hommes, tous nos malheurs ne datent que d'hier!

Sans doute que les événements qui ont eu lieu et auxquels l'Angleterre a été liée, ou ceux qui s'accomplissent actuellement et auxquels elle est indirectement tenue de prendre part, ont dû et doivent influencer la marche des affaires en Canada, mais il faut être bien aveugle pour ne point voir, ou bien obstiné pour ne pas admettre que si nous ne pouvons résister à la crise actuelle, c'est que notre état de faiblesse provient d'un mal antérieur aux causes que l'on cite. Pour réduire un peuple à l'état où en sont, aujourd'hui, les Canadiens, il faut beaucoup plus de temps qu'on ne croit. Il suffit de feuilleter un peu l'histoire du pays pour se convaincre qu'il y a plus d'un siècle que le mal qui ronge, aujourd'hui, le peuple, a pris racine dans son cœur. En effet, quand en 1760, les anglais devinrent les possesseurs du sol, ils durent nécessairement avoir l'intention de faire du Canada, au moins à leur manière, un pays prospère, un puissant empire. Car bons ou mauvais, tous les hommes d'état prétendent gouverner les peuples pour les rendre heureux. Or les hommes d'état

qui, à cet-époque, gouvernaient l'Angleterre, avaient ou du moins prétendaient avoir ce désir. Mais, bientôt, leurs actes démentirent leurs paroles.

C'était inévitable.

Toute métropole qui veut conserver une colonie, ne pouvant la posséder que par la force ou l'argent, doit se créer parmi les colons un parti pour appuyer son monopole et défendre son administration.

Dès lors il y a deux partis; et conséquemment plus d'union, plus de prospérité pour les colons.

(A continuer.)

AFFAIRES MUNICIPALES.

Vendredi dernier, le maire Langevin, appuyé d'une lettre de l'avocat de la Corporation a maintenu la décision prise par le maire-suppléant Pope relativement au conseiller Gingras. Ainsi, un règlement de la Corporation donne le droit au conseiller Gingras et à la majorité du Conseil; et une clause de l'acte d'incorporation favorise la minorité.

Ce n'est pas seulement d'aujourd'hui que les règlements de la Corporation se trouvent en contradiction avec la loi.

A la même séance, le maire Langevin a donné lecture de divers documents relatifs au Chemin de fer du Nord. Voici à quelles conditions les capitalistes offrent de construire ce chemin de fer :

" Par ces lettres, le bureau de Direction verra que des hommes influents sur le marché monétaire anglais, des hommes qui n'ont pas pour habitude de prendre part à des entreprises de la nature de celle qui nous occupe, et qui par cela même sont plus propres que d'autres à nous être utiles, sont prêts à appuyer notre projet de toute leur influence, de leurs noms, de leurs recommandations et de leurs souscriptions, et ce aux conditions mentionnées par eux.....

" Avant mon départ pour l'Europe, la Corporation de Québec consentit à ce que la Compagnie émit des débentures au montant de £500,000 sterling, et que ces débentures eussent pour leur intérêt la préférence sur les £300,000 d'actions de la Corporation. Or, ces débentures devant être rachetables en 20 ans, la préférence devait conséquemment durer aussi 20 années.

" Maintenant la proposition qui nous est faite est que la Corporation consente à ne recevoir, pendant dix ans, d'intérêt sur

sa souscription de £300,000 qu'après que 6 par 100 auront été payés sur le reste du capital, c'est-à-dire sur £1,250,000 sterlings, le capital étant de £1,500,000.

" Cette proposition est presque semblable à ce à quoi la Corporation a déjà consenti, puisque la préférence de 20 ans pour £500,000 équivaut à une préférence de 10 ans pour £1,000,000; et la seule différence importante est la seconde proposition qui est que la Corporation renonce en faveur de la Compagnie à sa part des terres octroyées par la Législature. Cette part serait d'environ £250,000 acres, chaque louis sterling souscrit et payé donnant droit à un acre de terre."

C'est évident; le maire Langevin a fait aux dépens des citoyens un charmant voyage, mais sommes nous plus assurés, maintenant, d'avoir ce chemin de fer, que nous l'étions il y a deux mois, il y a dix ans? Evidemment non. Une chose cependant, est certaine: c'est que croyant réussir comme ses prédécesseurs, le maire Langevin veut, lui aussi, faire du capital politique avec cette question.

Le maire Langevin qui demande aux Québécois de faire des sacrifices! Allons donc, cher petit, on sait au profit de qui se feraient ces sacrifices!

Quand il s'agit de faire des sacrifices il faut des garanties que ces sacrifices ne seront pas faits inutilement. Or, les capitalistes anglais, ne disent pas qu'ils feront le chemin de fer du Nord si on leur abandonne tout ce que la cité possède; mais, seulement, ils déclarent qu'ils sont prêts à appuyer notre projet de toute leur influence, de leurs noms de leurs recommandations et de leurs souscriptions.

Oui, oui, on connaît la valeur de ces promesses! Elle équivalent à ceci: Monsieur le maire, jetez de la poudre aux yeux des Québécois, décidez les à nous accorder tout ce que nous demanderons; nous créerons des places, nous agirons de manière à faire croire à l'entreprise, mais comme, entre nous, il est entendu que nous n'avons nulle envie de risquer un sou pour Québec, vous comprenez de quelle manière il faut vous comporter si vous voulez retirer vous aussi, quelques marrons du feu!"

Ah! c'est toujours le même système: de la blague, de la blague, et toujours de la blague!

Pour les capitalistes, il y a une grande différence entre souscrire et faire un versement!